

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Des sanctions ? Et puis quoi encore ?

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2015

Démocratie & Socialisme

Avec le recours au 49-3, voilà que se développe une petite musique qui appelle à des sanctions contre tous les socialistes qui ne partagent pas les orientations du gouvernement de Valls et Macron.

Leur faute ? Ne pas se plier à la discipline majoritaire.

Mais qui depuis le début du quinquennat refuse de se plier à la discipline majoritaire ?

Réorienter l'Europe et renégocier le TSCG, c'était le mandat donné par le parti socialiste et par les français. Il a été oublié quelques semaines plus tard et la règle d'or budgétaire tant décriée est devenue la règle d'or du gouvernement français.

Engager une grande réforme fiscale ! Réhabiliter l'impôt ! Ne pas augmenter la TVA ! C'était aussi le mandat ! La TVA a été augmentée et l'impôt progressif, juste, est loin d'avoir été réhabilité.

Engager une réforme bancaire contre la loi de la finance ! Seul 1 % des activités spéculatives des banques a été cantonné. Le crédit gelé depuis la crise financière ne s'est pas redéveloppé notamment au profit des PME.

Le juste échange, la lutte contre les délocalisations, contre les licenciements boursiers, sont passés à la trappe.

La critique de la réforme des retraites de Sarkozy a été remplacée par la prolongation des mêmes logiques comptables et d'allègement de la durée de cotisations.

Le point d'indice des fonctionnaires est resté gelé, le Smic n'a pas été réévalué.

La liste est longue des renoncements

La sanction a été au rendez-vous pour toutes celles et tous ceux qui font les campagnes du Parti socialiste. Des milliers d'électeurs se sont détournés du vote socialiste, s'installant dans l'abstention.

Des mairies ont été perdues affaiblissant la base du socialisme municipal.

Et il faudrait sanctionner celles et ceux qui restent fidèles à leurs convictions, fidèles aux propositions présentées aux électeurs. Ce serait le monde à l'envers !

La vérité c'est que ceux qui sont les minoritaires de toujours des primaires et des congrès socialistes veulent pousser leur avantage en utilisant leur position de pouvoir et les institutions de la Ve République. Ils sont illégitimes à demander des sanctions. S'ils les obtenaient, ils affaibliraient encore davantage la position de la gauche.

C'est pourquoi le courage commande de s'y opposer et de réaffirmer le socle de nos propositions.

Celles qui ont faites la victoire en 2012 et qui seules permettent de sauver le quinquennat et la gauche face à la

montée résistible (encore !) du Front National.